

La naissance de la culture médiatique à la Belle-Époque : mise en place des structures de diffusion de masse

Jean-Yves Mollier

Volume 30, Number 1, Fall 1997

Récit paralittéraire et culture médiatique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/501184ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/501184ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Analysis of material data suggests that media culture originated in France between 1890 and 1914. That culture not only remodelled the conception and diffusion of printed material, but triggered a silent cultural revolution as well through schools and schoolbooks, tabloid journalism and criminal news reportage, penny dreadfuls and the narrative anxiety they generated, it infused a new cultural consciousness into French society.

Publisher(s)

Département des littératures de l'Université Laval

ISSN

0014-214X (print)

1708-9069 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mollier, J.-Y. (1997). La naissance de la culture médiatique à la Belle-Époque : mise en place des structures de diffusion de masse. *Études littéraires*, 30(1), 15–26. <https://doi.org/10.7202/501184ar>

Tous droits réservés © Département des littératures de l'Université Laval, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



LA NAISSANCE DE LA CULTURE MÉDIATIQUE À LA BELLE ÉPOQUE

Mise en place des structures
de diffusion de masse

Jean-Yves Mollier

■ À première vue, déporter dans un passé déjà lointain, la Belle Époque, c'est-à-dire les années 1896-1914, la naissance de la culture médiatique relève au mieux du goût du paradoxe, au pire de l'anachronisme le plus complet. Si l'on admet le postulat selon lequel la culture médiatique est « une formation culturelle originale, ne relevant ni de la culture savante ni de la culture populaire traditionnelle » qui redéfinit « les pratiques culturelles en termes de loisirs et de marché »¹, il semble légitime de dater historiquement son apparition des années 1960 de notre siècle. Ce n'est en effet qu'après la Seconde Guerre mondiale que le taylorisme et le fordisme ont permis aux masses salariées de disposer de temps libre suffisant,

de loisirs si l'on préfère, pour consommer des biens culturels appropriés à leur attente. D'autre part c'est à cette époque que les prémices de l'économie-monde se font sentir et qu'un marché planétaire, potentiellement du moins, autorise l'avènement d'une culture à vocation universelle. Il conviendrait donc de porter son attention sur les innovations qui virent le jour après 1945, par exemple la naissance au Canada de la série « Harlequin », pour espérer cerner l'apparition d'un phénomène qui est le propre du XX^e siècle, cinéma et télévision ayant relégué la presse et encore davantage le livre au second plan.

Toutefois les historiens ont depuis longtemps l'habitude d'emprunter au temps

¹ Paul Bleton, texte rédigé en avant-propos à l'organisation du colloque « Culture médiatique et récit paralittéraire », université de Cergy-Pontoise, 22-24 mai 1996.

présent des concepts ou des outils d'approche et de les reporter dans le passé afin de vérifier s'ils conservent une part de leur efficacité, voire de leur valeur heuristique. *A priori*, plonger dans la Belle Époque française entendue au sens large, les années 1890-1914 qui englobent et cette période proprement dite et les quelques années qui ont précédé le retournement de la conjoncture économique dépressive², ne relève pas de la fantaisie mais du désir d'observer la mise en place de structures de diffusion de masse qui ont probablement rapport avec l'émergence d'une culture médiatique. Les moyens de large diffusion de l'information préexistent effectivement au déclenchement du premier conflit mondial en Europe puisque la presse française diffusait, avant 1914, environ douze millions de journaux chaque jour dans une population qui ne dépassait pas quarante millions d'habitants en métropole³. D'autre part, la gratuité et l'obligation scolaire jusqu'à treize ans s'accompagnaient de la mise en vente de dizaines de millions de manuels scolaires uniformément répanus sur le territoire national. Enfin le dynamisme du mouvement ouvrier entraînait l'élaboration d'une législation sociale qui, quoique tardive comparativement à celles de l'Allemagne ou de la Belgique, tendait à limiter la durée du travail, à augmenter les salaires et à permettre la croissance des dépenses de loisirs dans les budgets familiaux. Tous ces éléments confondus, ou

concomitants, modifiaient en profondeur la situation des Français les plus humbles, entraînaient progressivement la disparition des différences régionales et uniformisaient les comportements de façon vertigineuse. Une révolution culturelle silencieuse, si l'on veut bien ne pas s'effrayer de l'usage d'un terme souvent utilisé à tort, s'était produite à la fin du XIX^e siècle et au début du suivant, jetant les bases d'une culture médiatique adaptée aux conditions de l'époque.

Une révolution culturelle silencieuse à la fin du XIX^e siècle

On a souvent conclu un peu vite que les lois scolaires de 1881-1882 qu'incarne la personnalité de Jules Ferry permirent d'apprendre à lire aux Français et que leur volontarisme traduisait bien la philosophie profonde de ces opportunistes, d'orientation positiviste et comtiste, qui entendaient concrétiser leur culte du progrès. De nombreux travaux ont atténué cette vision, rendu hommage à l'action de François Guizot qui, en juin 1833, fit voter la première loi obligeant les communes françaises à entretenir des écoles primaires, et à Victor Duruy qui, à partir de 1867, continua et amplifia cet effort. L'action de Jules Ferry ne fut nullement secondaire pour autant puisqu'il décréta que désormais l'apprentissage scolaire était du ressort de l'État et qu'il supprima par là même les effets de décalage par rapport au mouvement général, le retard des filles sur les garçons et

2 Dans l'historiographie française, la Belle Époque est strictement délimitée en amont par la fin de la Grande Dépression — un cycle A Kondratiev succédant à un cycle B — et en aval par le début de la Grande Guerre. Il va de soi qu'un tel marquage temporel possède tout son sens en histoire économique et justifie l'isolement des années 1896-1914, mais que cette délimitation perd de sa pertinence pour l'étude de phénomènes qui ne relèvent pas de la seule discipline économique.

3 Pour tous les chiffres et développements sur la France de la Belle Époque, on se reportera à Jean-Yves Mollier et Jocelyne George (1994).

celui des ruraux sur les citadins. Le système éditorial français s'était bien adapté à ces mutations et l'essor de la librairie Hachette avait accompagné la première étape. À la fin du second Empire, l'apparition des maisons Delagrave en 1865 et Armand Colin en 1870 manifestait la prise de conscience des professionnels du livre élémentaire. Au début de la Troisième République, la naissance des sociétés Vuibert en 1878, Hatier en 1880 et Nathan l'année suivante confirment l'ouverture d'un marché de masse relativement concurrentiel⁴. Les politiques éducatives se rejoignent, quelles qu'en soient les motivations, et les pouvoirs publics, les gouvernements, les préfets et les maires, consentent à dépenser des sommes importantes dans ce domaine. Un arrêté de janvier 1890 illustre parfaitement le changement d'esprit : désormais chaque enfant scolarisé doit posséder six manuels scolaires adaptés à son cursus, préparatoire de six à huit ans, élémentaire de huit à dix ans, moyen de dix à douze ans. Ce texte est capital pour la saisie du bouleversement que connaît la France : que la famille achète ces ouvrages ou que ce soit la collectivité qui les mette à la disposition de l'enfant, nul jeune de moins de treize ans ne saurait éviter le compagnonnage prolongé avec l'imprimé, ce qui ne s'était jamais produit jusque-là.

L'étude attentive des résultats d'un nouveau venu sur ce marché, l'éditeur Armand Colin, ancien commis de Delagrave qui s'installe à son compte en 1870, permet de mesurer le changement d'échelle qui est intervenu dans un secteur du marché

du livre totalement dominé par la librairie Hachette et Cie depuis 1835. Au moment de l'Exposition universelle de Paris, en 1889, il établira un bilan provisoire de son action. Il aura la fierté de montrer qu'en dix-sept années il était parvenu à vendre cinquante millions de livres scolaires destinés au primaire, le seul obligatoire alors. Ses recettes pour éliminer les rivaux ou les distancer étaient simples mais efficaces et surtout innovantes. L'éditeur avait d'abord soigné sa publicité en adressant un spécimen de sa première grammaire à la totalité du corps enseignant, ce qui ne s'était jamais fait à cette échelle, puis il avait porté tous ses soins à la qualité du réseau de diffusion et à ses relations avec la haute administration dont dépendaient largement les commandes de manuels. Ses résultats étaient remarquables et méritent quelques commentaires. En ces années 1872-1889, la grammaire française de Larive et Fleury totalise douze millions d'exemplaires réellement vendus, la géographie de Pierre Foncin, onze millions, l'arithmétique de Pierre Leysenne, six millions, et l'histoire de France d'Ernest Lavisse, cinq millions. En 1920, les deux premiers cités feront jeu égal avec vingt-six millions de livres commercialisés, Leysenne culminant à quinze millions et Lavisse à treize millions⁵.

L'important pour la genèse d'une culture médiatique n'est pas dans l'établissement de listes de best-sellers mais dans la saisie du phénomène et de ses implications. On s'est longtemps extasié sur la réussite du jeune Louis Hachette qui rafla les commandes quasi exclusives du ministre de

4 On trouvera dans Jean-Yves Mollier (1993) tous les éléments bibliographiques concernant l'édition scolaire française de ces années.

5 *Ibidem*.

l'Instruction publique de 1832, François Guizot, et son biographe citait avec jubilation la diffusion exceptionnelle de la *Petite Histoire de France* de Mme de Saint-Ouen, 2,2 millions d'exemplaires vendus entre 1830 et 1880⁶. Par rapport aux performances d'Armand Colin, celles de son concurrent deviennent rétrospectivement dérisoires ou plutôt elles appartiennent à un autre contexte, à un autre univers. Avec le début de la III^e République, on voit se dessiner un environnement culturel de masse dont la tendance profonde est à la captation de la totalité du public concerné a priori par ses publications alors que son confrère ne pouvait espérer, lui, que gagner la confiance de la partie du public qui achetait des livres de classe. Le changement d'échelle est considérable et l'on peut parler d'« instituteurs nationaux » à propos de ces rédacteurs de manuels scolaires, à condition de ne pas attribuer, comme Pierre Nora, au seul Lavisce cet attribut mais de le conférer à ceux qui le méritent, les Larive, Fleury, Foncin, Leysenne, Lavisce et autres G. Bruno dont *le Tour de la France par deux enfants. Devoir et patrie* est vendu à six millions d'exemplaires entre 1877 et 1900⁷.

C'est donc dans ces années qui précèdent le redémarrage de l'économie que s'est produite cette révolution culturelle qui fait pénétrer l'imprimé au cœur des foyers de tous les Français. Alors que cohabitent très souvent sous le même toit trois générations, la première encore anal-

phabète, la seconde fraîchement alphabétisée, c'est la troisième qui bénéficie d'un système éducatif uniformisé et relativement efficient. C'est à elle qu'il appartient par conséquent de jouer le rôle de passeur culturel, de lire le journal aux aînés ou d'utiliser le manuel scolaire, le livre de lecture par exemple, pour raconter des histoires aux adultes. On comprend mieux pourquoi dans ces conditions la naissance des bibliothèques privées, en milieu populaire, a presque toujours commencé par la conservation des livres de classe avant de s'étendre aux feuilletons et aux livres pratiques. De plus, et les chiffres cités ci-dessus le confirment, c'est la même culture, nationale, qui s'est propagée dans toutes les régions, achevant de désenclaver les campagnes et faisant voler en éclats les différences et particularismes qu'Eugen Weber a eu le tort de souligner dans un essai fameux⁸. Certes les patois n'ont pas disparu comme par enchantement avant 1914, ni les croyances ou superstitions locales, mais la pénétration dans toutes les fermes et dans tous les logements de livres identiques a pulvérisé en très peu de temps les bases des univers mentaux particuliers.

Si Armand Colin est parvenu à gagner un marché unifié, étendu à la totalité du territoire national, c'est essentiellement parce qu'il a su imposer à ses auteurs un contenu qui ne risquait pas de troubler les esprits ou de séduire une catégorie de lecteurs plutôt qu'une autre. Alors que la question religieuse déchire le pays, les manuels

6 Voir Jean Mistler, 1964.

7 Pierre Nora, *les Lieux de mémoire*, tome 1 (*la République*), Paris, Gallimard, 1984-1995, étudie l'instituteur national le moins pertinent, contrairement aux apparences, comme toujours trompeuses en ce domaine, et il oublie que l'idéologie passait plus sûrement par des canaux moins visibles que ceux de l'histoire. Voir nos propres développements dans « le manuel scolaire et la bibliothèque du peuple », *op. cit.*

8 Eugen Weber, *la Fin des terroirs*, traduction française, Paris, Fayard, 1983.

scolaires édités par cette entreprise se gardent bien d'aborder de front ce sujet. La morale qui se dégage de ces ouvrages est consensuelle, fondée sur l'amour de la patrie, le culte du progrès, la défense des valeurs traditionnelles, le goût du travail, la réussite par les mérites individuels, le sens de l'épargne, la condamnation de la paresse, de l'oisiveté, etc.⁹ Quand on prend le temps de lire ces best-sellers de la Belle Époque, on s'aperçoit que la narrativité est au cœur du dispositif textuel, qu'il s'agisse des manuels d'histoire, de géographie, d'instruction civique ou de grammaire et même d'arithmétique. L'instituteur national doit raconter une belle histoire, introduire des certitudes dans l'esprit de ses lecteurs et non les inviter à une réflexion qui les dérouterait. *La Première Année d'histoire de France* de Lavisie s'inspire même de la confection ancestrale des catéchismes pour proposer des résumés qui ressemblent formellement à des versets de la Bible. De même que la base de la pédagogie de l'enseignant du primaire résidait dans sa capacité à tenir en haleine un auditoire, les fondements du livre de classe reposaient sur sa similitude avec le récit, sa proximité avec l'art du conte et du roman.

À côté de l'école et du manuel scolaire, la presse française connaît un essor considérable dans les premières décennies de la Troisième République. À partir du lancement du *Petit Journal* de Polydore Millaud en 1863, le quotidien subit en effet un bouleversement considérable. Vendu un sou — cinq centimes — ce journal non politique n'est plus offert aux seuls abon-

nés, à la différence de *la Presse*, du *Siècle* ou de leurs concurrents, mais proposé aux lecteurs au numéro. L'effort accompli par le promoteur pour disposer de kiosques de vente dans toutes les stations de chemins de fer, ou à proximité, assure un maillage du territoire tout à fait remarquable. L'affaire Tropmann en 1869 retient en haleine des centaines de milliers de Français qui découvrent les conséquences de la presse moderne et populaire, celle qui fait couler ou dégouliner du sang à la une aussi longtemps que le lectorat accepte de s'en rassasier. La loi de juillet 1881, très libérale, supprime toutes les restrictions antérieures — droit de timbre, cautionnement, etc. — et la progression des chiffres de vente rend compte de la pénétration du quotidien dans les foyers. En 1870, la diffusion atteignait, tous titres confondus, un million d'exemplaires par jour. En 1881, on était passé à trois millions, ce qui explique largement la rédaction d'une législation plus appropriée à un tel contexte. À la veille de la Grande Guerre, trente titres nationaux et 175 titres régionaux totaliseront près de douze millions d'acheteurs, ce qui signifie que le nombre de lecteurs était supérieur à la moitié ou aux trois quarts de la population française¹⁰.

Outre le changement d'échelle provoqué par la lecture de masse du journal à la fin du XIX^e siècle, on aura garde d'oublier les innovations qui ont permis ou accompagné ces transformations dans les habitudes des hommes et des femmes. Alors que le périodique des années 1830 était essentiellement destiné à un public cultivé,

9 Voir Jean-Yves Mollier, « Le manuel scolaire et la bibliothèque du peuple », *op. cit.*

10 *L'Histoire générale de la presse française*, tome 3 (1871-1940), Paris, Presses universitaires de France, 1972, fournit nombre d'indications sur ce phénomène.

lettré, bourgeois et aisé, son successeur des années 1900 vise des catégories sociales beaucoup plus larges. Pour y parvenir, on a procédé à une refonte générale du contenu. L'introduction du feuilleton au rez-de-chaussée du quotidien ¹¹ a été une première révolution sur laquelle nous reviendrons mais elle est bien connue. Sous la Troisième République, l'irruption du fait divers à la une et dans le corps du journal provoque d'autres conséquences susceptibles de jeter les bases d'une culture médiatique adaptée aux masses populaires désormais consommatrices de journaux. *La Gazette des tribunaux*, après 1825, avait tracé la voie en offrant sur un plateau aux romanciers la trame de leurs récits, *le Rouge et le Noir* et *Madame Bovary* entre autres, mais ces lecteurs privilégiés étaient capables d'utiliser un entrefilet ou un résumé judiciaire pour imaginer une œuvre romanesque entièrement originale. Avec le récit de crime dans *le Petit Journal*, *le Journal*, *le Petit Parisien*, *le Matin* et leurs 200 émules, puis la narration des enquêtes policières qui aboutissent à l'arrestation des criminels, le public se contente de ce qu'il reçoit et ne cherche nullement à construire un univers dans lequel le crime ne serait qu'un épisode secondaire ¹².

L'explosion du fait divers dans le journal a été telle à la Belle Époque que l'on a pu recenser jusqu'à douze récits de crimes plus ou moins détaillés dans chaque numéro. Dominique Kalifa, dans une thèse pionnière ¹³, a mesuré la surface accordée à ces enquêtes policières dans les princi-

paux titres nationaux. Avec 20 % de sa pagination, *le Petit Parisien* a trouvé la formule qui lui permet, en quelques années, de dépasser ses concurrents, par exemple *le Journal*, trop préoccupés de politique générale au moment de l'affaire Dreyfus. La narration des exploits des « apaches », des « casquettes », et autres malandrins qui effraient les populations trouve son apogée au moment de l'affaire Casque d'or et poursuit sa carrière jusqu'en 1914. Elle prépare d'ailleurs les esprits à accepter pour argent comptant le bourrage de crâne de la Première Guerre mondiale, les forfaits des « boches » succédant à ceux des délinquants de droit commun. Grâce à ces faits divers longuement décrits par la presse, les Français de la Belle Époque apprennent à se repérer dans l'espace des grandes villes et à s'approprier une mémoire des événements qui, autrement, leur aurait fait défaut. C'est l'aspect le plus perspicace et le plus neuf de l'étude de Dominique Kalifa. Celui-ci a en effet montré, et démontré, que l'aliénation des lecteurs n'était qu'une conséquence secondaire de cette culture de masse introduite dans le pays autour de 1900. Pour des centaines de milliers de ruraux déracinés qui affluent dans les grandes agglomérations dont le passé leur est inconnu, la lecture de la presse populaire produit des effets positifs. Ils peuvent discuter avec leur entourage, au travail, au café, dans la rue, des méfaits de tel ou tel criminel, commenter ses moindres faits et gestes, donner leur avis, bref, participer à une vie sociale qui les intègre insensiblement dans leur nou-

11 Voir Anne-Marie Thiesse, 1984.

12 Voir Dominique Kalifa, 1995.

13 *Ibidem*.

vel univers. L'acculturation que suppose ce phénomène n'est donc pas simplement la perte d'une culture campagnarde mais l'acquisition d'une culture urbaine qui structure à sa manière le migrant en le faisant ressembler à n'importe quel citoyen acclimaté depuis longtemps dans son quartier. Le loisir n'est nullement nécessaire ici pour autoriser le développement d'une culture médiatique ou alors il se réduit aux quelques heures de temps libre quotidien arrachées sur le soir au labeur de la journée. De toute façon, le résultat le plus net de cette montée en puissance du fait divers dans la presse à grand tirage, c'est la socialisation accélérée des individus et leur relative uniformisation ou homogénéisation dans un univers culturel de plus en plus identique sur toute la surface du pays.

Le triomphe du roman policier autour de 1900-1914 procède de phénomènes similaires. Succédané adapté du roman-feuilleton apparu dans les années 1836-1839, il connaît un succès considérable après 1900. C'est en effet en 1905 qu'apparaît le personnage d'Arsène Lupin, en 1907 celui de Rouletabille, en 1909 ceux de Fantomas et de Zigomar et en 1913 celui de Chéri-Bibi. Maurice Leblanc, Gaston Leroux, Souvestre et Allain et Léon Zazie s'inspirent de l'actualité pour rédiger des romans qui tiennent le lecteur en haleine pendant de longues semaines, lui procurant un certain nombre d'émotions fortes et l'occasion de les partager avec ses semblables. La montée d'un sentiment d'insécurité, en grande partie irrationnel puisqu'il est infirmé par la statistique judiciaire, trouve dans ces lectures et dans celle des faits divers criminels de la presse matière à se déployer. Des stéréotypes qui auront la vie dure se mettent à circuler, accusant

les bandes dessinées de corrompre la jeunesse et, bientôt, le cinéma de fournir à une jeunesse désœuvrée le canevas de ses exploits. Toutefois cet aspect du développement d'une culture médiatique inquiète essentiellement les tenants de l'ordre établi, les conservateurs qui refusent le libre accès à la lecture, au loisir, des classes défavorisées, des ouvriers des grandes villes. L'intrigue policière d'*Une ténébreuse affaire* ne leur posait aucun problème de conscience quand il s'agissait d'un roman de Balzac. Avec Fantomas ou Arsène Lupin qui sont dévorés par des centaines de milliers de Français, leur réaction n'est plus la même et ils craignent que les aventures de ces héros du mal n'inspirent des désirs coupables, la subversion fantasmagorique de l'ordre social qui précéderait celle de la société. Les prises de position des censeurs — l'abbé Bethléem qui publie en 1904 son essai fameux, *Romans à lire et romans à proscrire* est le plus connu — des magistrats et parlementaires de droite traduisent le refus patent des conséquences du développement d'une culture de masse.

Manuel scolaire, presse à bon marché et roman populaire ont ainsi concouru à la mise en place d'une mentalité française propre à la Belle Époque. Ses traits les plus visibles sont l'exaltation d'un patriotisme, voire d'un nationalisme fermé qui peut friser le chauvinisme. L'insécurité pour l'enfant de l'école primaire, c'est la présence d'une Allemagne à la forte démographie, possédant une industrie puissante, expansionniste et menaçante, aux frontières et, surtout, dans les deux provinces annexées, l'Alsace et la Lorraine. Les crises de Tanger et d'Agadir, en 1905 et 1911, ne sont pas seulement annonciatrices d'un

éventuel conflit mondial, comme le soulignent les partis socialistes adhérents de l'Internationale. Elles font craindre la perte pour la France de son rang dans le monde et renforcent ainsi le climat d'angoisse dans lequel vivent de nombreux adultes. Quand ceux-ci puisent dans leurs lectures de faits divers ou de romans policiers la même impression d'encerclement par les apaches ou les criminels, ils retrouvent sans s'en douter les premières peurs nées pendant l'enfance. La continuité est patente entre les deux sources de leurs phobies et la narration propre au récit historique ou civique et celle utilisée par la presse ou la littérature populaire produisent insensiblement leur effet.

La révolution culturelle qui s'est produite entre 1890 et 1914 a bouleversé les structures mentales en donnant naissance à un individu plus homogène, davantage socialisé, partageant avec ses contemporains, même très éloignés dans l'espace, un horizon d'attente relativement comparable. La production massive d'imprimés de tous types, l'explosion de la consommation de papier ont largement contribué à l'avènement d'un citoyen français dont les modes de vie ne se distinguent plus guère d'une région à une autre. Le feuilleton cousu main, la bibliothèque populaire, c'est-à-dire scolaire au départ, le journal, le livre bon marché, la chanson vendue dans la rue par des camelots, les cartes postales, les feuilles volantes, les affiches, les prospectus, la publicité, tout a contribué à provoquer ce changement capital que constitue la naissance d'une culture médiatique, nationale et à vocation uniformisante. Deux aspects contradictoires ont été soulignés : d'un côté, l'acculturation accélérée d'individus qui y pui-

sent le ciment ou le lien social nécessaire à la structuration de leur personnalité, de l'autre, la progressive montée d'un sentiment de malaise, d'une peur sociale qui, des classes bourgeoises, se propagent aux autres catégories sociales et nourriront la haine du « Boche », obsessionnelle pendant toute la durée du premier conflit mondial.

Un système éditorial adapté à la révolution culturelle silencieuse de la Belle Époque

Par opposition à l'Allemagne qui a connu un rythme de développement extensif, compte tenu de la croissance de sa population, le modèle français a été surtout intensif. Seule l'innovation de produit, la mise sur le marché de livres au format et au prix réduits, avait permis de répondre efficacement à la contrefaçon étrangère à partir de 1838, date de l'apparition de la Bibliothèque Charpentier. En faisant chuter le prix du volume de quinze francs à trois francs cinquante, l'éditeur parisien ouvrait une voie nouvelle pour le commerce de l'imprimé dans son pays. En offrant l'équivalent de deux volumes in-octavo à sept francs cinquante dans un format compact, il se donnait les moyens de concurrencer à son tour les imprimeurs belges, italiens ou prussiens qui menaçaient ses exportations. Michel Lévy alla plus loin en lançant en 1846 les *Œuvres complètes* d'Alexandre Dumas père à deux francs dans le format grand in-18 anglais dit Jésus. En 1855, il récidiva en créant la Bibliothèque Michel Lévy à un franc qui publia *Madame Bovary* et tant d'œuvres dont le tirage initial était passé à 6600 exemplaires, ce qui constituait un premier palier vers la diffusion

de masse ¹⁴. À partir du 11 septembre 1870, la suppression du régime du brevet qui durait depuis février 1810 fit pénétrer le système éditorial français dans le règne de la libre concurrence. De nouveaux éditeurs, spécialistes de la diffusion, de la commercialisation, plus que de la recherche de valeurs littéraires, viennent disputer aux vieilles et prestigieuses maisons des parts de marché importantes. Ernest Flammarion qui a débuté en vendant du tissu réussit une percée indéniable et sa collection des Auteurs célèbres répandra vingt millions de volumes entre 1888 et 1914 ¹⁵, essentiellement par le biais de rééditions à bon marché d'écrivains déjà connus. Arthème Fayard, deuxième du nom, va encore plus loin à partir de 1905 en proposant des collections tirées initialement à 50 000 ou 100 000 exemplaires. La Moderne Bibliothèque est commercialisée à quatre-vingt-quinze centimes, dans une version illustrée, et le Livre Populaire à soixante-cinq centimes, ou treize sous, ce qui est la preuve que l'innovation de produit a repris après 1900 ¹⁶. Un seul exemple suffira à montrer l'ampleur des changements en cours dans le domaine du livre populaire. *Pêcheur d'Islande* de Pierre Loti sera diffusé à plus de 500 000 exemplaires par les éditions Calmann-Lévy dans la Nouvelle Collection illustrée à quatre-vingt-quinze centimes entre 1906 et 1919. Manifestement la majorité des éditeurs parisiens avaient compris le danger que Flammarion et Fayard représentaient s'ils ne réagissaient pas

rapidement et ils s'étaient adaptés en acceptant la dure règle de l'abaissement du prix du livre qui exige, en contrepartie, la hausse vertigineuse des tirages. C'était chose faite avant la Grande Guerre et l'édition française était entrée dans l'ère des cent mille avant même que Bernard Grasset n'ait prétendu l'inventer dans les années 1920 ¹⁷.

Sur ce marché en forte croissance, l'imprimé populaire, c'est-à-dire à destination du plus grand nombre de lecteurs possible, séduit de nombreux professionnels qui vont donner à la littérature de grande diffusion ses lettres de noblesse. À côté de Flammarion et de Fayard, il faut citer les Albert Méricant, Jules Rouff, Joseph Ferenczi, Jules Tallandier et autres éditeurs qui continuent le système de la vente des romans en livraisons à dix ou vingt centimes tout en ajoutant des collections de volumes à leurs catalogues. Eux-mêmes doivent constamment innover s'ils ne veulent pas périr car la concurrence s'avive dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. L'Allemand Eichler importe en Europe, et en France, les aventures des héros américains, Buffalo Bill, Nick Carter et Nat Pinkerton et les sept frères Offenstadt, Français malgré leur origine allemande quoi qu'en aient dit leurs détracteurs, lancent des journaux illustrés pour la jeunesse que tout le monde se dispute, *l'Épatant*, *Cri-Cri*, *l'Intrépide* et *Fillette*. Les aventures des *Pieds-nickelés* feront le tour du monde, mais pour ce qui nous occupe ici c'est la volonté

14 Voir Jean-Yves Mollier, 1988.

15 Voir Elisabeth Parinet, 1992.

16 Sophie Grandjean soutiendra prochainement une thèse sur les éditions Fayard de 1857 à 1936 à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines sous notre direction.

17 Voir Jean-Yves Mollier, 1988.

de ces professionnels d'atteindre tous les publics qui nous importe. Jean-Paul Sartre a raconté dans son autobiographie, *les Mots*, avec quelle avidité il attendait chaque numéro de *l'Épatant*, au grand dam de son grand-père, le professeur d'allemand. Son témoignage confirme l'engouement qui fut celui de sa génération, celle qui découvrit la première les journaux illustrés contenant des bandes dessinées et les albums réservés aux aventures des plus fascinants de leurs héros. Même les éditeurs bien-pensants durent accepter ces changements, tel Gautier-Languereau qui mit sur le marché *la Semaine de Suzette* et, avant 1914, les premiers albums consacrés à *Bécassine*.

Comme on l'a vu à travers les quelques exemples retenus, le marché de l'imprimé gagne en profondeur avec le redémarrage de l'économie en 1896, date du début de la seconde phase d'industrialisation du pays. La chronologie de l'histoire de l'édition n'épouse qu'imparfaitement celle de l'économie nationale et bien des éléments du redéploiement de la librairie française sont en place avant même le retournement du cycle industriel. De toute façon, c'est autour des années 1890-1914, voire 1875-1900, que les bases matérielles d'une culture médiatique de portée générale se sont mises en place, bouleversant l'économie interne du système de diffusion des imprimés. Les réformes scolaires ont été fondamentales de ce point de vue puisqu'elles ont permis de transformer tout élève de l'enseignement primaire en un lecteur potentiel du journal quotidien et en un consommateur de romans à bon marché. Des

besoins spécifiques sont apparus pour certaines catégories de clients, les enfants, les adolescents, avec les illustrés pour la jeunesse, les femmes, avec la multiplication des collections de romans sentimentaux, les hommes, avec les séries policières, etc. La capacité innovante des éditeurs a permis de déjouer les pièges de la stagnation démographique, ce qui explique probablement le fait qu'en France la littérature populaire, tout en étant décriée par les censeurs et les esthètes, obtiendra plus aisément droit de cité qu'en Allemagne où la *Triviallitteratur* demeurera l'objet d'un ostracisme quasi général¹⁸.

Culture médiatique et récit paralittéraire

On a coutume de dire que le livre scolaire, le manuel, évoqué ici, a fait entrer la grande littérature classique, puis romantique et réaliste ou naturaliste, dans l'esprit des enfants de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Certains y voient même l'origine d'un sentiment de répulsion, ou de dégoût, des jeunes à l'encontre d'une culture savante, imposée par les élites, les décideurs, les maîtres d'écoles pour tout dire. C'est sans doute vrai pour partie mais ce stéréotype laisse dans l'ombre la forme matérielle revêtue par le livre de classe, les principes qui ont guidé sa rédaction, sa composition. Or le principe de narrativité semble dominer dans les manuels scolaires de la Belle Époque. Quand on regarde de près *l'Histoire de France* de Lavisser, on s'aperçoit que la vieille formule catéchistique n'a pas disparu et que les résumés à mémoriser par

18 Voir Frédéric Barbier, 1995.

l'enfant ressemblent à s'y méprendre à des versets de la Bible. Si l'on ouvre *le Tour de la France par deux enfants. Devoir et patrie*, on voit à l'œuvre le même schéma narratif. Pour inculquer des valeurs civiques au jeune garçon ou à la petite fille dont c'est le livre de lecture courante, à l'école publique comme à l'école privée dont la librairie Belin était un des fournisseurs attirés, la rédactrice, Mme Fouillée, femme d'un philosophe réputé, utilise les recettes du récit, de la belle histoire, du conte, du petit roman. Parce qu'il s'agit en même temps de transmettre des connaissances utiles, voire indispensables au futur travailleur et soldat de la nation, d'acculturer toute une génération, sans différences de classes ou de régions, l'écrivain joue sur l'émotivité du lecteur, de celui qui écoute religieusement les aventures d'André et de Julien, les petits martyrs de la défaite française de 1870. Leur périple débute symboliquement à Phalsbourg, la patrie d'Erckmann et Chatrian, de Michel Lévy et du maréchal Mouton, qu'ils doivent quitter pour recouvrer la liberté au début du récit. Suspense, rebondissements, aventures et mésaventures, à la façon des romans de la comtesse de Ségur, émaillent le récit. Si l'on poursuivait l'enquête en parcourant les manuels scolaires d'Ernest Lavis et de Pierre Foncin, on découvrirait probablement une trame comparable qui explique largement le succès commercial de ces ouvrages. Peut-être conviendrait-il alors de rechercher dans le corps même de ces livres qui furent les authentiques et les seuls best et long-sellers de l'époque les

racines de cette culture médiatique qui triomphera au siècle suivant.

La presse et le roman de large consommation, en privilégiant le fait divers, le récit criminel où l'enquête s'impose peu à peu après 1870 pour dominer en 1900, confortent le lecteur dans sa demande de récits où l'interrogation, le doute, la critique, l'esprit de libre examen sont bannis. Il appartient aux littéraires et non aux historiens de confirmer ou de nuancer ce constat, mais il nous semble que le repérage de la mise en place de cette culture médiatique peut aider les premiers à progresser dans leur analyse des codes utilisés par la littérature. Une révolution culturelle silencieuse a nationalisé les Français autour de 1880-1900. À partir de cette donnée brute — l'existence d'une masse plus ou moins homogène de lecteurs répartis sur toute l'étendue du territoire métropolitain¹⁹ — quelles que soient les différences régionales et les survivances de langues ou patois et dialectes locaux, l'édition de masse est parvenue à répondre à la demande de biens culturels et à la susciter, grâce à une intelligente et permanente innovation de produit qui est la caractéristique dominante de la période. Ainsi se découvriraient progressivement des segments de parts de marché correspondant à des lectorats de mieux en mieux repérés — ciblés dirait-on aujourd'hui — que les professionnels cherchaient à capter ou à conserver.

Comme l'a remarqué Dominique Kalifa, le fait divers et le récit policier de large diffusion ont une fonction sociale bien précise. Ils produisent de la mémoire,

19 Nous laissons de côté les lecteurs de l'empire colonial, faute d'études précises sur les manières d'enseigner et de lire dans ces territoires.

fournissent des repères, offrent des sujets de discussion, d'échange, à des populations apparemment déracinées, venues des provinces, issues de l'exode rural, risquant de perdre toute identité dans la grande ville où elles cherchent du travail. Par la lecture quotidienne des faits divers et des romans d'investigation, non seulement elles gommement fictivement leur individualité, effacent momentanément leurs différences, mais el-

les trouvent une nouvelle identité en s'intégrant à la nation, à ses peurs comme à ses fantasmes. Le brassage identitaire des villes n'aurait pas été aussi rapide sans le progrès de la scolarisation et la culture médiatique a finalement fourni de nouvelles racines aux déracinés qu'elle a aidés à vivre les mutations que connaissait la France et qui bouleversaient un vieux pays rural aux traditions longtemps protégées.

Références

- BARBIER, Frédéric, *L'Empire du livre*, Paris, Cerf, 1995.
- BÉLANGER, Claude, (dir.), *Histoire générale de la presse française*, tome 3 (1871-1940), Paris, Presses universitaires de France, 1969-1976.
- KALIFA, Dominique, *l'Encre et le Sang*, Paris, Fayard, 1995.
- MISTLER, Jean, *la Librairie Hachette*, Paris, Hachette, 1964.
- MOLLIER, Jean-Yves, « le Manuel scolaire et la bibliothèque du peuple », dans *Romantisme*, 80, 1993, p. 79-93.
- — —, *l'Argent et les Lettres. Histoire du capitalisme d'édition (1880-1920)*, Paris, Fayard, 1988.
- — — et Jocelyne George, *la Plus Longue des Républiques. 1870-1940*, Paris, Fayard, 1994.
- NORA, Pierre, *les Lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Gallimard, 1984-1995.
- PARINET, Elisabeth, *la Librairie Flammarion, 1875-1914*, Paris, IMEC, 1992.
- THIESSE, Anne-Marie, *le Roman du quotidien*, Paris, Le Chemin vert, 1984.
- WEBER, Eugen, *la Fin des terroirs : la modernisation de la France rurale*, Paris, Fayard, éditions Recherche, 1983.